



**PRÉFET
DE L'AUBE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Service de la coordination
interministérielle et de
l'appui territorial**

Pôle de coordination interministérielle
et de concertation publique

Arrêté n° PCICP2023167-0001

Arrêté complémentaire pour l'encadrement de la surveillance environnementale de la société
VALAUBIA sur le territoire de la commune de LA CHAPELLE-SAINT-LUC

La préfète de l'Aube
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement et notamment les livres V des parties législative et réglementaire ;

VU le décret du 30 mars 2022 nommant Mme Cécile DINDAR, préfète de l'Aube ;

VU le décret du 26 janvier 2023 nommant M. Mathieu ORSI, secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

VU l'arrêté préfectoral n° BECP2018270-001 du 27 septembre 2018 d'autorisation d'exploiter l'usine d'incinération située à LA-CHAPELLE-SAINT-LUC et notamment son article 9.4.2 ;

VU l'arrêté préfectoral n° PCICP2023108-0003 du 18 avril 2023 portant délégation de signature à M. Mathieu ORSI, secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

VU le dossier de demande d'autorisation environnementale n° AE010/15/03/2017/001 – version finale déposée le 13 juillet 2017 par la société VALAUBIA et notamment la partie surveillance environnementale ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées du 20 avril 2023 établi à l'issue de la visite d'inspection du 6 avril 2023 ;

VU le courrier de l'inspection des installations classées du 20 avril 2023 transmettant le rapport susvisé établi à l'issue de la visite d'inspection du 6 avril 2023 à la société VALAUBIA, conformément aux dispositions de l'article L. 514-5 du code de l'environnement ;

VU le courrier de la société du 26 mai 2023 ;

VU le projet d'arrêté préfectoral complémentaire transmis par courrier recommandé avec accusé de réception du 1^{er} juin 2023 à la société VALAUBIA, laissant à l'exploitant un délai de 15 jours pour faire part de ses observations à l'autorité administrative ;

VU les observations reçues par courrier du 12 juin 2023 ;

CONSIDÉRANT que la visite d'inspection du 6 avril 2023 fait état des résultats de la surveillance environnementale, prévue par l'arrêté d'autorisation susvisé, sur les années 2021 à 2023, laissant apparaître la possibilité que l'installation exploitée par la société VALAUBIA puisse être à l'origine de retombées de métaux divers, notamment dans l'agglomération de LA CHAPELLE-SAINT-LUC ;

CONSIDÉRANT que l'installation possède des périodes d'arrêt technique, a minima une fois par an, pendant laquelle l'installation n'émet aucune émission canalisée ;

CONSIDÉRANT que les points principalement impactés sont proches des installations des sociétés MICHELIN et ACCURIDE situées sur le territoire de LA CHAPELLE-SAINT-LUC et peuvent potentiellement subir les retombées et/ou les diffus de ces industries ;

CONSIDÉRANT qu'il convient de lever le doute quant à l'origine de ces retombées, dans l'optique de protéger des intérêts défendus au titre de l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT qu'il convient de fixer un délai de remise du rapport d'activité annuel par l'exploitant ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Aube,

ARRÊTE

Article 1^{er} : Surveillance environnementale

La société VALAUBIA, implantée rue Jacquard – Zone industrielle des Près de Lyon à LA CHAPELLE-SAINT-LUC (10600), respecte les dispositions suivantes :

L'exploitant ajoute à sa surveillance environnementale un nouveau point de mesure éloigné des diffus potentiels des industries proches, notamment des sociétés MICHELIN et ACCURIDE. L'exploitant justifie de la pertinence de cette nouvelle implantation et tient ces éléments à disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant met en place une campagne de surveillance (surveillance des retombées et surveillance de l'air ambiant) pendant la période d'arrêt technique de l'installation en 2023. La nouvelle jauge est implantée avant la campagne de surveillance prévue pendant l'arrêt technique de l'installation de 2023 et utilisée pendant au moins 3 campagnes de surveillance annuelles.

Ce suivi des retombées pendant la période est conforme à la surveillance environnementale prévue dans le dossier d'autorisation et l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Les résultats de la campagne de mesures réalisée pendant la période d'arrêt technique sont transmis, au plus tard, 1 mois après la fin de la campagne. Le rapport transmis justifie de la pertinence des résultats mesurés et propose éventuellement des mesures d'évolution des conditions d'exploitation de l'installation et/ou des modalités de surveillance des retombées. L'exploitant estime l'impact des retombées potentielles des sociétés MICHELIN et ACCURIDE dans ces résultats

Article 2 : Rapport d'activité annuel

Les dispositions de l'article 9.4.2 de l'arrêté préfectoral n° BECP2018270-001 du 27 septembre 2018 sont remplacées par les dispositions suivantes :

« L'exploitant adresse au préfet et à l'inspection des installations classées, au plus tard le 1^{er} avril de chaque année, un rapport d'activité portant sur l'année précédente, comportant une synthèse des informations prévues dans le présent arrêté, notamment :

- les informations prévues aux points a et b de l'article 9.3.2 du présent arrêté,
- une notice de présentation de l'installation avec l'indication des diverses catégories de déchets pour le traitement desquels l'installation a été conçue,
- les références des décisions individuelles dont l'installation a fait l'objet en application du code de l'environnement,
- tout élément d'information pertinent sur la tenue de l'installation dans l'année écoulée et les demandes éventuelles exprimées auprès de l'exploitant par le public,
- la nature, la quantité et la provenance des déchets traités au cours de l'année précédente et, en cas de changement notable des modalités de fonctionnement de l'installation, celles prévues pour l'année en cours,
- les quantités de substances polluants rejetées dans l'air et dans l'eau ainsi que, en cas de changement notable des modalités de fonctionnement, les évolutions prévisibles de la nature de ces rejets pour l'année en cours,
- le taux de valorisation annuel de l'énergie récupérée, le bilan énergétique global prenant en compte le flux de déchets entrant, l'énergie sortie chaudière et l'énergie valorisée sous forme électrique et effectivement consommée ou cédée à un tiers,
- un rapport sur la description et les causes des incidents et des accidents survenus à l'occasion du fonctionnement de l'installation.

Le rapport de l'exploitant est également adressé à la commission de suivi de site organisée au titre de l'article L. 125-1 du code de l'environnement le cas échéant. »

Article 3 : Notification et publicité

Le présent arrêté sera notifié au directeur de la société VALAUBIA.

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de LA CHAPELLE-SAINT-LUC pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait du présent arrêté énumérant les prescriptions auxquelles l'établissement est soumis, sera affiché par le maire de LA CHAPELLE-SAINT-LUC, dans sa mairie, pendant une durée minimale d'un mois. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera adressé par le maire à la préfecture de l'Aube – pôle de coordination interministérielle et de concertation publique.

Il sera publié sur le site internet des services de l'État dans l'Aube pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 4 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aube, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement et le maire de la commune de LA CHAPELLE-SAINT-LUC sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Troyes, le **16 JUIN 2023**

Pour la préfète et par délégation,
Le secrétaire général,


Mathieu ORSI

Délais et voies de recours :

En application de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, par la voie postale (25, rue du Lycée – 51036 Châlons-en-Champagne cedex) ou par voie dématérialisée, par le biais de l'application télérecours (www.telerecours.fr) :

1° par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication et de l'affichage de la présente décision.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.